

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : ASA 11/05/99

DOCUMENT PUBLIC
Londres, mars 1999

AFGHANISTAN
Arrestations et homicides
de personnalités politiques

Introduction

Quelque 200 personnalités politiques afghanes ont été arrêtées par les taliban au cours de l'année écoulée, apparemment du fait de leurs activités politiques pacifiques et de leur opposition à la poursuite du conflit armé. Parmi les personnes interpellées figurent des intellectuels, des membres influents de la société civile, d'anciens officiers de l'armée et des fonctionnaires. La grande majorité des prisonniers n'auraient pas participé aux combats et ils auraient été arrêtés du seul fait de leurs activités en faveur de la paix et de la formation d'un gouvernement élargi en Afghanistan. La plupart d'entre eux auraient été sauvagement torturés, et plus d'une douzaine auraient été tués en détention. Certains de ces prisonniers ont été remis en liberté mais une centaine étaient toujours sous les verrous en février 1999

Le présent rapport, qui couvre la période comprise entre le début de 1998 et le début de 1999, est consacré aux violations des droits humains dont sont victimes des personnalités politiques afghanes dans le sud et l'est du pays. Amnesty International a abordé dans des rapports précédents les atteintes aux droits fondamentaux perpétrées dans d'autres régions de l'Afghanistan. Les informations contenues dans le présent rapport ont été recueillies lors d'entretiens avec d'anciens détenus et des personnes disposant d'informations de première main sur ces arrestations et ces homicides.

Amnesty International rappelle qu'elle ne soutient aucune des factions en guerre en Afghanistan, ni ne s'y oppose, et que ses préoccupations à propos de la situation des droits humains dans ce pays découlent de son mandat ainsi que des principes du droit international relatif aux droits humains et du droit humanitaire. L'Organisation n'a cessé de dénoncer depuis plus de vingt ans les atteintes aux droits humains commises en Afghanistan, notamment pendant l'invasion soviétique et sous les gouvernements de Zahir Shah et des anciens présidents Daud, Taraki, Amin, Karmal, Najibullah, Mujaddedi et Rabbani. Elle a rendu compte des exactions perpétrées par des membres de toutes les factions en guerre, entre autres le Jamiat-e Islami (Société de l'islam), le Jombesh-e Melli Islami (Mouvement national islamique) et le Hezb-e Wahdat (Parti de l'unité). Citons, entre autres, l'homicide de plus de 25 000 civils à Kaboul entre 1992 et 1995 à la suite de bombardements délibérés ou aveugles visant des zones d'habitation, des magasins, des rues ou des endroits publics, ainsi que les actes de torture, le viol et autres atteintes aux droits des femmes. Amnesty International continue de considérer les chefs de toutes les factions en guerre comme responsables des atteintes aux droits humains commises par leurs membres ou approuvées par eux-mêmes. Elle réclame la comparution en justice de tous les auteurs d'atteintes aux droits de la population afghane, dont aucun ne devrait bénéficier de l'impunité.

Amnesty International exhorte toutes les parties afghanes à prendre la protection des droits humains au sérieux et à répondre aux appels les exhortant à mettre un terme aux atteintes à ces droits. À cet effet, l'Organisation souhaiterait entamer un dialogue avec les chefs de toutes les factions sur les sujets de préoccupation évoqués dans ses rapports

AFGHANISTAN. Arrestations et homicides de personnalités politiques
ASA 11/05/99 - ÉFAI -

et les mesures concrètes à prendre pour mettre un terme aux atteintes aux droits fondamentaux.

1. Le contexte politique actuel

Des combats continuent d'opposer les taliban, dirigés par Mullah Mohammad Omar, aux forces d'opposition dirigées par Ahmed Shah Massoud, alors que les pays voisins n'auraient pas cessé de fournir des armes aux factions qu'ils soutiennent. Les perspectives de paix restent lointaines malgré les efforts réitérés des Nations unies. Seuls le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont jusqu'à présent reconnu le gouvernement des taliban ; les relations avec l'Arabie saoudite semblent toutefois tendues. Ces dernières années, le mouvement des taliban a été isolé au niveau international pour plusieurs raisons : sa politique discriminatoire envers les femmes ; l'impression que les taliban permettent que le territoire afghan serve de base au terrorisme international ; et les informations faisant état de production et d'exportation de produits stupéfiants à partir de l'Afghanistan.

L'accès des observateurs indépendants à différentes régions du pays reste très limité. Hormis quelques journalistes pakistanais, rares sont les journalistes étrangers autorisés à se rendre à Kandahar. Durant de longs mois, même les journalistes pakistanais n'ont pas pu aller à Mazar-e Sharif, où des milliers de taliban faits prisonniers par l'Alliance du Nord auraient été exécutés en mai 1997 et des milliers de Hazaras massacrés par les taliban en août 1998. Aucun journaliste n'a été autorisé à se rendre à Bamiyan à la fin de 1998 après la prise de cette province par les taliban. Les restrictions sont moins nombreuses à Kaboul, où les journalistes doivent toutefois respecter des limites très strictes. C'est ainsi qu'il leur est interdit de prendre des photographies et qu'ils ont reçu pour instruction de ne pas préciser l'origine ethnique des personnes interviewées. Certains ont à maintes reprises été empêchés d'entrer en contact avec des gens. Les restrictions sévères, notamment celles liées à la politique discriminatoire envers les femmes, empêchent les organismes des Nations unies et les organisations non gouvernementales (ONG) d'apporter une aide humanitaire d'urgence aux familles dans le besoin. En 1998, les pressions exercées sur les ONG pour qu'elles installent leurs bureaux dans un lieu qui leur était imposé en dépit de graves problèmes de sécurité les ont contraintes à quitter le pays en attendant des assurances quant à leur sécurité ainsi que la possibilité d'intervenir sans restriction auprès des personnes nécessiteuses. En novembre 1998, le Conseil de sécurité a approuvé la création au sein de la Mission spéciale des Nations unies en Afghanistan d'une unité chargée de recenser les violations des droits humains et du droit humanitaire et d'en empêcher le renouvellement ; ce projet n'a toutefois pas encore été mis en œuvre.

Les deux dernières années ont été marquées par une reprise de l'activité politique au sein de la diaspora afghane. De nombreux séminaires et conférences ont été organisés par des Afghans, en Europe et ailleurs, au cours desquels ont été explorées des possibilités de paix ainsi que la mise en place négociée d'un gouvernement élargi. Plusieurs associations ont été créées par des intellectuels afghans ayant des origines ethniques ou des affiliations politiques différentes. Citons, entre autres, Rah-e Sevom (Troisième voie) et Qowat-e Sevom (Troisième force), qui

ont pour but de promouvoir un dialogue au sein de la communauté afghane portant sur les possibilités de règlement politique.

Un certain nombre de partis afghans, tant au Pakistan qu'en Afghanistan, réclament avec plus d'insistance la fin du conflit et l'instauration d'un gouvernement élargi. C'est notamment le cas de Da Solh Ghorzan (Mouvement de la paix) et d'Afghan Mellat (Nation afghane). Par ailleurs, de nouveaux partis et associations qui s'efforcent de trouver une issue politique à la guerre ont fait leur apparition ces dernières années ; citons, entre autres, Shura-e Islami Azadi va Democracy (Conseil islamique pour la liberté et la démocratie).

Les organisations plus anciennement établies comme Shura-e Tafahom va Wahdat-e Melli Afghanistan (Conseil pour l'entente et l'unité nationale de l'Afghanistan), la RAWA (Association révolutionnaire des femmes afghanes) et le Conseil des femmes afghanes, poursuivent leurs activités en faveur de la paix et du respect des droits humains en Afghanistan.

2. Les arrestations récentes

Quelque 200 personnalités politiques ou membres influents de la société civile auraient été arrêtés au cours de l'année écoulée dans le sud et l'est de l'Afghanistan en raison, apparemment, de leurs activités en faveur de la paix et de la formation d'un gouvernement élargi. La majorité d'entre eux auraient été interpellés en octobre 1998, essentiellement à Djalalabad, et accusés d'avoir fomenté un complot contre les taliban. Un responsable des taliban a affirmé que ces prisonniers seraient jugés. Il aurait toutefois admis qu'aucune arme ni munition n'avait été saisie. Aucune preuve de l'implication de ces détenus dans le présumé complot n'a été fournie à leurs familles ni rendue publique par les taliban.

Parmi ces prisonniers figurent des employés d'organisations internationales recrutés localement et au moins trois Afghans travaillant pour les Nations unies, qui étaient apparemment détenus sans inculpation en octobre 1998. Certains de ces prisonniers sont des adolescents dont les familles ont été informées qu'ils ne seront relâchés que si leurs pères étaient livrés aux taliban. La plupart de ces prisonniers seraient incarcérés dans les centres de détention de Djalalabad et de Kandahar.

Certains d'entre eux auraient été libérés après avoir été passés à tabac et maltraités ; une centaine étaient, semble-t-il, maintenus en détention en février 1999. Les autorités avaient, semble-t-il, l'intention d'arrêter de très nombreuses autres personnes qui avaient déjà fui à l'étranger.

Ces arrestations sont intervenues alors que des informations faisaient état d'une série de mesures prises au début de 1998 par les taliban contre certains de leurs responsables et commandants soupçonnés d'être favorables à la formation d'un gouvernement élargi comprenant des représentants des factions rivales et d'autres groupes politiques. Un certain nombre de responsables gouvernementaux et de commandants auraient été

convoqués à Kandahar pour être interrogés à propos de leur soutien aux taliban et de leur loyauté envers eux. Certains auraient été à cette occasion démis de leurs fonctions¹. Parallèlement à ces événements, un certain nombre de rencontres ont été organisées par des personnalités politiques afghanes en Europe occidentale afin de réfléchir à la possibilité de mettre en place un gouvernement élargi en Afghanistan. Des représentants de tous les partis avaient été invités à une réunion en Allemagne mais, les taliban n'ayant envoyé aucun délégué, des personnalités afghanes ont quitté la conférence en arguant que celle-ci n'était pas représentative. La conférence a toutefois débouché sur une résolution préconisant la convocation d'une loya jirga (grande assemblée) pour décider de la composition d'un futur gouvernement en Afghanistan.

Au nombre des personnalités arrêtées à Djalalabad figurait Kuhat Khan, officier de l'armée en retraite et membre du Parlement sous le gouvernement du président Najibullah. Cet homme aurait été emprisonné alors qu'il est en très mauvaise santé. Très âgé, il serait dans l'incapacité de se déplacer seul. On ignore le lieu où il est détenu. Citons également parmi les personnalités politiques actuellement détenues Basir Mahmood, un Pachtoune barakzai originaire de Kandahar et membre fondateur de la Shura-e Islami Azadi va Democracy. Cet organisme, qui serait basé à Kaboul et compterait plusieurs centaines de membres, aurait organisé des réunions clandestines pour évoquer les moyens de parvenir à un règlement négocié du conflit. Basir Mahmood qui s'était rendu à Djalalabad aurait été arrêté dans cette ville vers le mois d'octobre ; on ignore le lieu exact où il est détenu.

Abdul Razzaq, chef de la tribu pashai, Mohammad Anwar Sultani, homme d'affaires, Malik Khan Arab, ancien juge à Djalalabad, le dagarwal (colonel) Mohammad Yasin, l'alaghadar (gouverneur d'un district rural) Nisar Ahmad, fils de Gholam Sakhi Khan, chef de tribu, ainsi qu'Abdul Quader Emami, le colonel Shah Mahmood Khan et plusieurs chefs de tribus sont également emprisonnés en raison, semble-t-il, de leurs activités politiques en faveur de la paix en Afghanistan.

Plusieurs dizaines de personnes seraient incarcérées parce qu'elles avaient travaillé pour le gouvernement du président Najibullah. La population locale se serait élevée à maintes reprises contre ces arrestations en affirmant que les taliban devaient fournir la preuve de leurs activités délictueuses ou les remettre en liberté. Parmi ces prisonniers figurent Abdul Malik, ancien gouverneur du Laghman, qui aurait été passé à tabac au point de ne pouvoir ni boire ni manger pendant une longue période, Malik Mohammad Amin, ancien

¹ La presse pakistanaise a notamment rapporté que Mullah Mohammad Rabbani, président de l'administration des taliban à Kaboul, avait probablement été convoqué à Kandahar en novembre 1998 à la suite de ces événements. Les taliban ont confirmé sa présence à Kandahar en précisant toutefois qu'elle était due à son état de santé, et non afin d'être interrogé parce que soupçonné d'être favorable à la formation d'un gouvernement élargi. Parmi les commandants qui auraient été convoqués à Kandahar figurait aussi Mullah Dadullah, responsable de la garnison de Kaboul. Tous deux ont repris leurs fonctions.

officier de l'armée à l'époque de Najibullah, Zairat Gul, ancien officier de l'armée et Mohammad Nazir, responsable par le passé d'une division administrative. Citons également Soleiman Shah et Lawang, chefs de tribu, Jan Mohammad, ancien officier de l'armée, et Rahemi, un homme d'affaires de Djalalabad.

On ignore par ailleurs tout du sort de Mannan Makhdum, personnalité turkmène et membre éminent de l'ancien gouvernement de Burhanuddin Rabbani. Il aurait été arrêté en septembre 1998 dans le Jozjan.

2.1. Les enfants retenus en otage

Amnesty International a eu connaissance du cas d'enfants emprisonnés et dont les familles ont été informées qu'ils ne seraient remis en liberté que si leurs pères étaient livrés aux taliban.

Farhad, âgé de moins de seize ans, Mohammad Sheikh Fardin, âgé de moins de dix-huit ans, et Mohammad Yaseen, respectivement fils et beau-frère de Noor Agha Rooyeen, membre de la Shura-e Tafahom, ont été arrêtés en juin 1998. Ils sont maintenus en détention dans le centre d'interrogatoire des Estekhbarat (Service de renseignements), et plus précisément dans le quartier n° 3, à Kaboul. Ils auraient été interpellés en raison des activités de Noor Agha Rooyeen en faveur de la paix en Afghanistan, et on leur aurait dit qu'ils ne recouvreraient la liberté que si leur père se livrait aux taliban.

Le général Golrank, ancien commandant militaire de la région Est sous le président Najibullah, est apparemment accusé d'appartenance à la Shura-e Tafahom. Son fils, Abdul Zahir, seize ans, qui réside au Pakistan et s'était rendu à Kaboul pour raisons personnelles, a été arrêté en juin 1998. Il est également accusé d'appartenance à la Shura-e Tafahom.

Ces quatre adolescents, qui sont détenus à Kaboul, sont autorisés à recevoir la visite de leurs proches. On leur a dit qu'ils ne seraient libérés que si leurs pères se livraient aux autorités.

Citons parmi les autres enfants qui seraient retenus en otage à la place de leurs pères Farhad fils de Toor Agha, un lycéen de seize ans, Mohammad Masih, fils de Noor Agha, un lycéen de moins de dix-huit ans, Mohammad Yasin, un commerçant de moins de dix-sept ans, ainsi que les deux fils de Malik Zarine âgés de dix-sept ans et dont l'Organisation ignore les prénoms.

3. Les homicides commis en Afghanistan

Amnesty International a appris que plus d'une douzaine de personnes avaient été tuées après leur arrestation par les taliban. Leurs familles en ont eu connaissance après que les corps des victimes eurent été retrouvés dans différents endroits. Le professeur Mohammad Nazir Habibi et l'assistant Mohammad Hashem Basharyar, anciens enseignants à l'université du Nangarhar, ont été tués dans ces circonstances. Ces deux hommes, apparemment actifs dans les milieux intellectuels qui s'efforcent de parvenir à

la paix par des moyens politiques, auraient été arrêtés à cause de l'influence politique qu'ils avaient acquise.

Le professeur Habibi, pachtounes originaire de Qarabagh (province de Kaboul), avait terminé ses études d'agriculture aux États-Unis en 1977. Nommé chef du département d'agriculture de l'université du Nangarhar en 1979 puis président de l'université en 1989, il avait travaillé ces dernières années pour un organisme des Nations unies à Djalalabad. L'assistant Basharyar, pachtounes de la province du Wardak, spécialiste en sciences de l'éducation formé aux Philippines, avait enseigné avant 1980 dans des établissements d'enseignement supérieur. Il avait été nommé assistant à l'université de Nangarhar en 1982 et recruté en 1995 par un organisme des Nations unies.

Les deux hommes auraient été interpellés dans le Nangarhar par les responsables des Estekhbarat et des services de sécurité urbaine de la province le 13 juillet 1998, alors qu'ils attendaient le véhicule qui devait les emmener au bureau des Nations unies à Djalalabad. Selon des témoins oculaires, le directeur des Estekhbarat aurait lui-même supervisé l'opération. Les deux hommes ont été contraints de monter à bord d'un véhicule, et leurs familles n'ont pas réussi à connaître leur lieu de détention. Le corps de Basharyar a été retrouvé le 18 juillet dans la banlieue de Djalalabad, et celui de Habibi le lendemain non loin de Torkham.

Citons parmi les personnes tuées au cours de l'année écoulée :

- Le colonel Agha Mohammad, âgé de quarante-cinq ans environ, marié et père de famille, paralysé d'une jambe. Ce Pachtounes de la province de Ghazni, militaire en service actif, était membre de Da Solh Ghorzan. Des responsables taliban l'auraient interpellé à son domicile un soir de février 1998. Son corps a été retrouvé un mois plus tard pendu à un arbre à Mukur (province de Ghazni). Ses proches sont allés récupérer le corps, mais aucune explication ne leur a été fournie sur les circonstances de sa mort.
- Sher Mohammad, âgé d'une cinquantaine d'années, marié et père de famille. Ce Pachtounes de Kandahar, enseignant et chef tribal influent, apparemment populaire dans sa localité, était membre de Da Solh Ghorzan. Il aurait été tué en mars ou en avril 1998, probablement après avoir été arrêté par les taliban. Avant sa mort, il avait discuté des possibilités de paix avec quelque 25 notables locaux à Panjwai, non loin de Kandahar. Il a ensuite disparu et son corps a été retrouvé à Dand, dans la banlieue de Kandahar. Il présentait des traces de coups violents et avait apparemment été étouffé ; la corde ayant servi à le pendre lui enserrait toujours le cou.
- Le général Solhmal, âgé de cinquante-trois ans, marié et père de famille. Ce Pachtounes originaire du Helmand, ancien général en service actif jusqu'en 1996 à Kaboul, avait conservé après l'arrivée des taliban les fonctions de vice-ministre de la Défense, qu'il a exercées jusqu'en mai 1998. Il était également membre de Da Solh Ghorzan. Des taliban circulant à bord d'un pick-up Toyota de couleur rouge se sont présentés à son domicile de Musa Qala (province du Helmand) en mai 1998 et ils lui ont demandé de les accompagner à leur bureau dans la région. Le général Solhmal n'est jamais rentré chez lui, et les taliban n'ont fourni aucune information à son sujet malgré les démarches répétées de sa famille auprès de différents responsables des taliban pour connaître son lieu de détention. Mullah Mohammad Omar, chef des taliban, a accepté de rencontrer

des proches du général Solhmal. Ceux-ci lui ont expliqué qu'ils le recherchaient et Mullah Omar aurait répondu que le général Solhmal avait peut-être été arrêté parce qu'il était « communiste ». Ils n'auraient pas insisté, craignant d'être eux-mêmes arrêtés. Le corps du général Solhmal a été retrouvé, environ vingt jours plus tard, par un berger dans un champ de la région d'Arghandab, non loin de Kandahar. Sa famille a été informée et les taliban lui ont restitué le corps sans fournir la moindre explication quant aux circonstances de l'homicide.

– Abdul Ghani, connu sous le nom de M.Ghani, cinquante-cinq ans environ, marié et père de famille. Ce Balouche originaire de Kandahar travaillait pour les Nations unies en Afghanistan, et il était membre de Da Solh Ghorzan. Il est mort au début de novembre 1998 à Kandahar après avoir, semble-t-il, été écrasé par une voiture. Ses collègues pensent qu'il a été victime d'un assassinat politique.

– Au moins deux étudiants auraient été tués et plusieurs autres blessés par balle à la fin du mois de novembre, quand des taliban ont ouvert le feu sur un groupe d'étudiants à l'université de Djalalabad. Selon certaines sources, toutes les victimes étaient des étudiants de la faculté de médecine, l'un des seuls établissements d'enseignement qui fonctionnent encore en Afghanistan. Aucun des étudiants n'était apparemment armé. Ils protestaient contre le détournement présumé des fonds de la résidence universitaire par le doyen de la faculté, un responsable des taliban. Les coups de feu auraient été tirés par le frère du doyen, commandant des taliban, qui était venu mettre un terme à la manifestation. Les étudiants refusant de se disperser, il avait ouvert le feu dans leur direction. Les étudiants ont ensuite refusé de reprendre les cours et ils se seraient rassemblés le 1^{er} décembre 1998 en ville, à l'endroit où leurs camarades avaient été tués, pour demander aux autorités des taliban d'arrêter les coupables. Les taliban auraient promis d'arrêter les responsables de la mort des étudiants. On ignore si des mesures ont été prises dans ce sens.

– Ghadim Shah, Pachtoune du Paktia, marié et père de quatre enfants. Cet ancien secrétaire du Parti démocratique du peuple afghan (PDPA) aurait joué avant son arrestation un rôle actif en faveur de la paix et de négociations en Afghanistan. Il aurait été interpellé à la fin de 1998 à son domicile, dans le quartier de Microrayon 3 à Kaboul ; son corps a été retrouvé à proximité de Kotal Tira (col de Tira) entre le Logar et Gardez.

– Mohammad Khan Tudai, Pachtoune du Paktia, employé de la compagnie aérienne nationale Aryana. Cet homme, qui avait travaillé pour le gouvernement de Babrak Karmal, était membre de Da Solh Ghorzan. Il aurait été arrêté en 1998 à son domicile de Kaboul par des responsables des taliban ; son corps a été retrouvé quelques jours plus tard.

Amnesty International a reçu une liste de personnes qui auraient été tuées après leur arrestation. Elle s'efforce d'obtenir des informations sur leur sort. Il s'agit notamment du général Abdul Rahman, un Tadjik de Dehdadi (province de Balkh) qui était directeur adjoint de la sécurité dans la région Nord, du général Farooq, un Pachtoune de la province de Faryab qui travaillait pour l'armée, de Moulvi Mohammad Alam, un dignitaire

religieux tadjik de Balkh et de Moulvi Shahabuddin, un dignitaire religieux ouzbek de la province du Jozjan. Citons encore le colonel Waliullah, un Pachtoune du Paktia qui a travaillé pour le ministère de l'Intérieur et qui est récemment devenu membre de Da Solh Ghorzan, le général Syed Agha Rayees, un Pachtoune du Nangarhar, ancien membre du Département de la sûreté nationale et du PDPA et qui avait récemment pris part aux efforts de paix, l'ingénieur Nabi Shah, un Pachtoune du Paktia, technicien au ministère des Communications et ancien responsable du PDPA, ainsi que le wuluswal (gouverneur de district) Ismaïl, un Pachtoune de la province de Kunduz, ancien membre du PDPA. Des membres de la communauté turkmène auraient également été arrêtés, torturés et tués. Plusieurs auraient été tués après avoir été arrêtés par des taliban. Selon une information diffusée en octobre 1998 par Radio Free Europe/Radio Liberty, parmi les personnes tuées en détention figuraient cinq commandants de l'armée turkmènes, dont l'un, Agha Mohammad Doktor, aurait tenté de se réfugier au Turkménistan mais aurait été renvoyé en Afghanistan par les autorités de ce pays. Abdul Manan, dignitaire religieux respecté de la communauté turkmène d'une province du nord de l'Afghanistan, aurait été tué après avoir été arrêté par les taliban.

4. Les homicides au Pakistan

Amnesty International n'a cessé d'exprimer depuis de nombreuses années sa préoccupation à propos des homicides de personnalités afghanes au Pakistan. Elle a prié le gouvernement pakistanais d'agir avec détermination pour traduire en justice les auteurs de ces assassinats et de prendre des mesures efficaces pour garantir la sécurité des Afghans menacés. L'Organisation a également exhorté les chefs des groupes politiques armés à condamner sans ambiguïté ces homicides et à veiller à ce qu'aucune attaque ne soit menée ni aucune menace proférée au nom de leurs factions.

Les Afghans semblent avoir été particulièrement pris pour cible au Pakistan en raison de leurs activités d'opposition à la politique menée par les factions en guerre. En janvier 1999, la presse a rapporté que des responsables pakistanais avaient annoncé l'arrestation de quatre Afghans qui avaient l'intention de tuer des personnalités afghanes dans la Province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) et au Baloutchistan. Dans une lettre au gouvernement pakistanais, Amnesty International s'est félicitée des initiatives en vue de traduire en justice les responsables d'atteintes aux droits fondamentaux, notamment les membres de groupes armés impliqués dans le meurtre délibéré de civils. L'Organisation s'est également enquis des mesures que les autorités allaient prendre pour faire en sorte qu'une enquête approfondie, indépendante et impartiale soit ouverte afin d'établir l'identité des auteurs d'attaques récentes contre des personnalités afghanes au Pakistan et leurs liens éventuels avec des groupes ou des institutions au Pakistan ou à l'étranger. Amnesty International estime qu'une telle initiative constituera une étape importante pour garantir la protection des Afghans menacés au Pakistan. Aucun individu n'a, à ce jour, été condamné au Pakistan pour sa participation à de tels homicides.

Les personnes dont le cas est exposé ci-après ont été tuées au cours de l'année écoulée.

Le colonel Basir, Tadjik de Hérat, âgé de quarante-cinq ans environ, marié et père de famille, travaillait pour les Nations unies. Ce membre de Da Solh Ghorzan a été tué en juin 1998 dans le quartier de Babak Bazar, à Quetta. Alors qu'il circulait en voiture avec l'un de ses amis, des hommes armés se sont approchés du véhicule et ont demandé lequel des deux était Basir. Celui-ci s'est présenté et ils ont ouvert le feu, le tuant sur le coup. Son ami, qui a survécu, n'a pas été en mesure d'identifier les tueurs.

Le général Nazar Mohammad, Pachtoune de Hérat, âgé d'une soixantaine d'années, marié et père de famille, était un homme politique éminent, ancien ministre de la Défense. Ce vice-président de Da Solh Ghorzan a été abattu à Quetta, Pakistan, le 9 juillet 1998, par des hommes armés circulant en motocyclette.

Le colonel Latif, Hazara de Ghazni, âgé d'une quarantaine d'années, marié et père de quatre enfants, avait été commandant de l'armée à Maydan Shahr jusqu'en 1991. Ce membre éminent de Da Solh Ghorzan a été tué le 9 novembre 1998 dans le quartier hazara de Quetta par des tueurs circulant en motocyclette. Il a apparemment été abattu parce qu'il était favorable à une solution politique du conflit afghan.

Hashim Paktyanai, Pachtoune du Paktia, cinquante-deux ans environ, marié et père de famille, dirigeait une maison d'édition en Afghanistan. Ce journaliste de renom préconisait un système de gouvernement parlementaire représentatif pour l'Afghanistan. Il a été tué au début de novembre 1998 par des hommes armés alors qu'il sortait de son domicile à Peshawar. Peu avant sa mort, la Suède lui avait accordé l'asile politique.

Le général Shirin Agha, Pachtoune du Paktia, âgé d'une cinquantaine d'années, marié et père de famille, était un ancien général de l'armée. Ce membre éminent de Da Solh Ghorzan a été abattu à Peshawar le 25 novembre 1998 par deux hommes qui se sont approchés de lui et qui auraient été identifiés par des témoins oculaires.

Parmi les autres Afghans qui auraient été tués au Pakistan en raison de leur soutien à un règlement négocié du conflit afghan figure le général Rahim, un Pachtoune de la province de Farah, qui était ingénieur aéronautique.

4.1. Tentatives d'assassinat et homicide de proches des personnes visées

Certaines personnes prises pour cible ont survécu. En janvier 1998, l'épouse et un fils d'Abdul Haq ainsi qu'un gardien ont été tués par des hommes armés qui ont pénétré dans leur maison, située dans le quartier de Hayatabad à Peshawar. Un autre fils qui a survécu a vu un tueur qui sautait par-dessus le mur entourant la maison. Abdul Haq, ancien commandant d'un groupe de mujahidin qui vit à Peshawar et qui est engagé dans l'opposition politique aux taliban, n'était pas chez lui au moment de l'attaque.

En juin 1998, plusieurs hommes armés se sont introduits au domicile de Haji Abdullah Kandahari à Peshawar. Ce membre éminent de la Shura-e Islami Azadi va Democracy, proche de Basir Mahmood, le dirigeant de ce mouvement qui a été arrêté (cf. ci-dessus), a réussi à échapper aux tueurs grâce à son voisin, qui a prévenu la police.

AFGHANISTAN. Arrestations et homicides de personnalités politiques
ASA 11/05/99 - ÉFAI -

Ata Mohammad Sarkateb, Pachtoune de Kandahar et ancien commandant du Hezb-e Islami connu pour son opposition politique aux taliban, a été grièvement blessé par des hommes armés qui ont pénétré à son domicile en novembre 1998. Un

individu qui aurait été interpellé à la suite de cette affaire aurait affirmé qu'il avait été recruté par les taliban. Ceux-ci ont toutefois nié avoir un lien quelconque avec cette agression.

Mullah Naqibullah, Pachtoune de Kandahar, ancien membre du Jamiat-e Islami et ancien gouverneur de Kandahar qui a récemment pris des initiatives en faveur de la paix, a également été la cible d'une tentative d'assassinat.

4.2. La réaction des taliban aux homicides perpétrés au Pakistan

Amnesty International est particulièrement inquiète de la recrudescence des assassinats de personnalités afghanes au Pakistan. Dans une lettre adressée à l'Organisation le 28 janvier 1999, les taliban ont affirmé qu'aucun groupe terroriste privé ou dépendant d'un parti et agissant à l'étranger n'était lié aux taliban. Ils ont ajouté que d'autres groupes « commettent des actes de terrorisme et des atteintes aux droits fondamentaux qu'ils imputent aux taliban ». La lettre concluait :

« Nous assurons l'ensemble de la communauté internationale que nous ne commettons aucun acte de terrorisme ni de violence car de tels agissements sont contraires à la politique de l'Émirat islamique d'Afghanistan. »

5. Les prisons

Amnesty International est préoccupée par les conditions de vie des prisonniers dont elle ignore, dans la plupart des cas, le lieu de détention. L'Organisation craint que beaucoup d'entre eux ne soient battus ou soumis à d'autres formes de traitement cruel, inhumain et dégradant. Ces inquiétudes sont renforcées par les informations recueillies par Amnesty International à propos des conditions de détention dans les prisons afghanes.

Les détails exposés ci-après, et qui ne sont en aucun cas exhaustifs, sont basés sur des témoignages d'anciens prisonniers parvenus à l'Organisation.

La plus grande prison gérée par les taliban se trouverait à Kandahar, où sont détenus la majorité des prisonniers politiques et des combattants. Certaines catégories de prisonniers, notamment ceux considérés comme « importants », sont détenus dans les locaux des Estekhbarat, qui servent également de centre d'interrogatoire. Amnesty International ignore le nombre exact de personnes détenues à Kandahar ; celui-ci est estimé à plusieurs milliers.

Un ancien prisonnier détenu à Kandahar a déclaré à l'Organisation avoir été témoin des tortures infligées à un adolescent, âgé d'environ seize ans, pour le contraindre à avouer qu'il avait eu des relations sexuelles avec un commandant. Le jeune homme a été frappé avec un câble sur lequel était fixée une boule en métal. Des prisonniers qui ont été soumis à ce traitement seraient restés handicapés. Quelques jours plus tard, l'adolescent aurait été emmené avec le commandant accusé de sodomie et tous deux auraient été exécutés.

Un nouvel étage est en construction à la prison de Kandahar. Les prisonniers sont contraints de travailler pendant de longues heures dans des conditions très dures. Des

gardiens armés de câbles obligerait les prisonniers à travailler à un rythme plus soutenu. Des prisonniers seraient morts d'épuisement, venant s'ajouter aux coups. Beaucoup de prisonniers qui ont dû manipuler de la chaux vive auraient eu les mains brûlées. La nourriture serait insuffisante : les prisonniers ne reçoivent qu'un pain le matin et un autre le soir et ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture souffrent de la faim.

La plus grande prison de Kaboul est celle de Pul-e Charkhi, qui accueille plusieurs centaines de détenus. En outre, presque tous les anciens centres de détention du Khad (services de renseignement), qui comportent tous des cellules, seraient utilisés. Des anciens détenus ont déclaré à Amnesty International que le recours à la torture y est systématique, entraînant dans certains cas la mort des prisonniers ou des séquelles physiques. Un ancien prisonnier a été interrogé toutes les deux heures pendant la nuit et, bien qu'il ait réussi à prouver aux gardiens qu'il travaillait pour une organisation de défense des droits humains, ceux-ci l'ont frappé pour le contraindre à avouer ses liens avec les forces d'Ahmad Shah Massoud.

Les conditions de détention dans la prison de Shibarghan, où quelque 1 200 prisonniers politiques sont détenus dans des cellules surpeuplées du Band 3 (quartier 3), seraient très dures. La majorité de ces prisonniers seraient des Hazaras arrêtés lors de la prise de Mazar-e Sharif par les taliban en août 1998.

En janvier 1999, la prison de Mazar-e Sharif était apparemment surpeuplée. La majorité des prisonniers appartenaient à la minorité hazara. Par ailleurs, certaines prisons improvisées mises en place lors de la prise de Mazar-e Sharif par les taliban en août 1998, comme celle de Qala-e Zaini, sont toujours utilisées.

Presque tous les détenus de la prison de Maimana sont soupçonnés d'opposition aux taliban ou ont été capturés pendant les combats. D'anciens prisonniers ont affirmé à Amnesty International que les détenus étaient sauvagement torturés dans cet établissement.

5.1. Les évolutions positives récentes

Les responsables des taliban dans la province de Balkh auraient permis à une organisation afghane de défense des droits humains de visiter la prison de Mazar-e Sharif le 20 février 1999. Selon certaines sources, la délégation a rencontré quelque 90 prisonniers politiques détenus par les services de sécurité des taliban et une dizaine d'autres qui avaient été arrêtés par des agents du ministère de la Lutte contre le vice et de la Promotion de la vertu. À l'issue de cette visite, la délégation a exprimé aux autorités de la province de Balkh sa préoccupation quant à la détention arbitraire de prisonniers, apparemment tous des civils, et à la dureté des conditions de détention. Les responsables des taliban auraient promis d'ouvrir une enquête et de libérer les personnes qui n'étaient pas inculpées. Le 1^{er} mars 1999, La Voix de la charia, radio officielle des taliban, a annoncé la libération de 55 prisonniers détenus pour des motifs politiques et de 15 prisonniers de droit commun.

Amnesty International se réjouit de cette évolution et elle espère que les observateurs afghans et internationaux de la situation des droits humains et les organismes humanitaires continueront d'être autorisés à se rendre dans les établissements pénitentiaires. L'Organisation estime que les observateurs de la situation des droits humains doivent visiter en priorité la prison de Shibarghan, et plus particulièrement le Band 3 (quartier 3), ainsi que la prison de Kandahar.

6. Recommandations

6. 1. Aux autorités des taliban

6.1.1. La détention arbitraire de personnalités politiques afghanes

A. Libérer tous les prisonniers détenus pour avoir exercé pacifiquement leurs droits fondamentaux et notamment pour avoir réclamé la fin du conflit armé et la formation d'un gouvernement élargi en Afghanistan.

B. Fournir des informations détaillées sur le lieu de détention et le statut au regard de la loi des autres prisonniers.

C. Veiller à ce qu'aucun individu ne soit arrêté ni détenu arbitrairement en raison de son opposition non violente à la politique menée par les taliban.

6.1.2. Les homicides de personnalités politiques afghanes

A. Faciliter les enquêtes par un organisme indépendant, impartial et compétent sur l'homicide de personnalités afghanes après leur arrestation en Afghanistan.

B. Garantir la sécurité des personnes qui témoignent dans le cadre de ces enquêtes.

C. Rendre publiques les mesures prises pour garantir que les auteurs d'homicides délibérés et arbitraires sont traduits en justice.

D. Garantir la protection des civils – conformément au droit international humanitaire –, y compris des personnalités politiques afghanes, dans les zones contrôlées par les taliban.

6.1.3. Le recours à la torture et les mauvais traitements de prisonniers

A. Faciliter les enquêtes par un organisme indépendant, impartial et compétent sur les cas de torture et de mauvais traitements infligés aux prisonniers dans les zones contrôlées par les taliban.

B. Garantir la sécurité des personnes qui témoignent dans le cadre de ces enquêtes.

C. Rendre publiques les mesures prises pour garantir que les responsables d'actes de torture et de mauvais traitements sur la personne de prisonniers sont traduits en justice.

D. Veiller à ce qu'aucun individu ne soit victime de torture ou de mauvais traitements dans les zones contrôlées par les taliban.

6.1.4. La détention d'enfants à la place de leurs proches

A. Libérer tous les enfants retenus en otage à la place de leurs proches et veiller à ce qu'aucun enfant ne soit retenu en otage à l'avenir.

6.1.5. Les visites des prisons

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, Amnesty International accueille favorablement l'initiative des taliban autorisant une organisation afghane indépendante de défense des droits humains à visiter la prison de Mazar-e Sharif. L'Organisation prie les autorités de

donner une suite à cette démarche positive en permettant aux organisations afghanes et internationales de défense des droits humains et aux organisations humanitaires de visiter les prisons, et notamment celles de Shibarghan et de Kandahar.

6.2. Aux autorités pakistanaises

6.2.1. Les personnalités afghanes en danger au Pakistan

A. Ouvrir une enquête approfondie sur tous les cas d'assassinat exposés dans le présent rapport et traduire en justice les responsables de ces actes.

B. Garantir la sécurité et l'intégrité physique de tous les Afghans qui sont en danger au Pakistan.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre AFGHANISTAN: Detention and Killing of Political Personalities. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - avril 1999.

Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :

AFGHANISTAN. Arrestations et homicides de personnalités politiques
ASA 11/05/99 - ÉFAI -